

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations économiques franco-allemandes notamment au niveau des entreprises, et sur la proposition de "contrat de croissance pour l'Europe et pour l'emploi", Berlin le 27 juin 2000.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs,

D'abord, merci de tout coeur pour votre accueil auquel ma délégation et moi-même sommes particulièrement sensibles, notamment le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, et les parlementaires qui sont également présents et qui répondent à l'invitation du Président Henkel.

Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir parler allemand, et encore plus de ne pas pouvoir comprendre l'allemand, j'ai honte de dire cela, mais c'est la vérité. Et je le regrette d'autant plus que je n'ai donc pas pu vraiment comprendre ce qu'a dit le Président tout à l'heure. Or j'ai eu le sentiment qu'il disait des choses intéressantes et courtes, qu'il disait des choses amicales, et même des choses drôles puisqu'à un moment donné, tout le monde a ri, moi aussi. Mais c'était de confiance.

Monsieur le Président, je suis heureux d'être parmi vous, au terme d'une visite d'Etat marquée, et cela m'a beaucoup impressionné, par la chaleur de l'accueil qui nous a été réservé, qui nous a beaucoup touchés, et qui montre bien qu'il y a tout de même quelque chose de fort qui s'est petit à petit ancré dans nos coeurs et dans notre esprit, entre Français et Allemands.

Il y a quelques jours, deux ou trois jours, un sondage a été effectué par un institut allemand, qui soulignait l'image, bien meilleure qu'on aurait pu le penser, que les Allemands avaient des Français. Et j'observais que ce phénomène était identique de l'autre côté du Rhin. Tout cela pour dire qu'au delà même de la raison qui nous porte à agir ensemble, notamment dans le cadre de la grande aventure européenne, petit à petit, les coeurs ont été pris aussi par ce mouvement et quelque chose se passe que l'on peut lire aujourd'hui dans le regard des Allemands que j'ai croisés à Hanovre ou à Berlin lorsque je traversais les rues en voiture, et où je voyais des gens, très gentiment, très spontanément à la fois, souriant, faisant un geste d'amitié et même souvent criant " Allez les Bleus ! ", à quoi j'étais sensible, naturellement. C'est un phénomène important. Je voudrais remercier le Président Henkel de me donner l'occasion de m'exprimer devant les principaux représentants de l'économie allemande, une économie forte et dynamique, s'il en est. J'y suis d'autant plus sensible que c'est la première fois, je crois, que les assises du BDI se tiennent à Berlin. Je l'ai exprimé ce matin au Bundestag, je suis de ceux qui ont toujours souhaité, espéré, attendu le moment où l'Allemagne retrouverait son unité et sa grande capitale. Je mesure donc pleinement l'honneur que vous me faites en me recevant ici à Berlin, ce soir. Avec vous, je voudrais évoquer notre relation économique, une relation puissante et dense qui s'est construite en quelques décennies et qui forme l'un des points d'appui les plus solides de l'Europe. Je voudrais vous dire mon souhait que cette relation se renforce encore, et sans cesse, alors que nos pays évoluent rapidement. L'Allemagne a changé, la France aussi, même si parfois

certaines clichés ont la vie dure. Enfin, je voudrais vous parler de mon ambition, de notre ambition pour l'Europe économique. A l'heure où la croissance est revenue, où le dynamisme s'affirme à nouveau et où nos responsabilités financières s'accroissent, soyons ambitieux, ensemble, pour faire de notre continent un continent d'avenir.

Il y a cinquante ans, la création de la communauté du charbon et de l'acier et le lancement des coopérations entre industriels ont constitué la base de la construction européenne. Cette intuition géniale des pères fondateurs de l'Europe demeure le moteur de nos progrès et doit être assumée, comme ils l'ont fait eux-mêmes, avec une vision débouchant sur la paix, la démocratie, le respect de l'homme et sur une méthode, un pragmatisme qui nous fasse progresser un pas après l'autre mais sans jamais nous arrêter. La solidité et la diversité des liens entre nos économies, nos entreprises, nos concitoyens en témoignent. Il est inutile d'accumuler les chiffres ou les statistiques. Pour l'essentiel : avec des échanges qui avoisinent 100 Mds d'euros par an, l'Allemagne est le premier partenaire de la France et la France est le premier partenaire de l'Allemagne. Cette relation est pérenne, solide et équilibrée.

Nos économies se sont rapprochées. Elles sont de plus en plus complémentaires. C'est une chance. A l'instar de votre économie, l'économie française s'est profondément restructurée et modernisée. Beaucoup de nos rigidités ont été corrigées. L'entreprise est respectée parce qu'elle est source de richesse et d'emplois. Nos grandes entreprises sont souvent des leaders mondiaux dans leurs secteurs d'activité. Elles participent sans complexe à la compétition mondiale. Certains de leurs dirigeants ont bien voulu m'accompagner dans cette visite et je tiens à les saluer. Nos P.M.E. sont dynamiques même si notre tissu ne possède pas encore hélas la densité et la force des P.M.E. allemandes.

L'esprit d'initiative, le goût d'entreprendre et de créer s'affirment de plus en plus et sont reconnus à leur juste valeur. Les jeunes Français investissent les secteurs des technologies de l'information. A l'image des jeunes créateurs allemands, ils y remportent déjà de beaux succès, comme en témoignait la réunion que nous avons hier.

Cette mutation de notre économie n'est pas toujours perçue dans toute sa dimension. L'économie française est solide. Elle a renoué avec la croissance. Nos entreprises ont su évoluer avec succès dans un monde plus rude où la compétition est la règle. Elles peuvent compter sur moi pour les soutenir dans leurs efforts de modernisation et de développement car la France a besoin d'elles et de leur dynamisme.

La France change. Le rôle de l'Etat évolue. Il n'a plus vocation à gérer l'économie. Il se retire du secteur concurrentiel. Le mouvement de privatisation est désormais largement effectué et il se poursuivra, sans doute. Il revient en revanche aux pouvoirs publics d'assurer le respect de la concurrence et de fixer le cadre de l'action. C'est l'ambition des autorités françaises. L'Etat doit aujourd'hui être un facilitateur. Dans les conditions de la vie économique et sociale le dirigisme n'est pas seulement inefficace et dépassé, il devient réalité impossible.

La France change. Ce n'est plus le pays centralisé de Napoléon. Nos traditions sont certes différentes et le fédéralisme si profondément ancré dans votre pays nous est inconnu. Mais les évolutions sont en cours. Il n'est plus possible de tout décider d'en haut. Nous développons les initiatives locales. Nous voulons donner un souffle nouveau à notre démocratie locale. Qu'il s'agisse de l'emploi, de l'éducation, de la sécurité ou de la solidarité, nous savons que ce ne sont pas seulement des politiques nationales qui régleront tous les problèmes. Nous devons encore progresser dans la libération des énergies locales. Mais c'est dans cette voie que nous sommes engagés.

La France change. Elle aspire de plus en plus à un renouveau de sa démocratie sociale. La place, la responsabilité et l'autonomie des partenaires sociaux sont aujourd'hui au coeur du débat public. L'idée fait son chemin qu'à côté de la loi, qui doit déterminer les principes fondamentaux du droit du travail, du droit syndical et du droit de la sécurité sociale, le contrat collectif doit conquérir de nouveaux espaces. Dans notre monde, il faut réussir à conjuguer, de manière plus efficace, garanties sociales et adaptation aux réalités dans leur diversité croissante. Cela suppose d'être capables d'innover, d'expérimenter et d'établir les meilleurs accords entre les aspirations des travailleurs et les contraintes de l'activité économique. Ces accords, les partenaires sociaux

des travailleurs et les contraintes de l'activité économique. Les accords, les partenaires sociaux sont les mieux placés pour les définir. La France était éloignée de la pratique contractuelle de beaucoup d'autres pays européens, c'est vrai. Et je souhaite désormais que nous nous en rapprochions. C'est indispensable.

La rapidité des évolutions est ce qui caractérise le mieux l'économie contemporaine. Le temps économique se raccourcit du fait de la mondialisation et de l'accroissement de la concurrence. Le temps politique, c'est-à-dire celui des évolutions de la société et de ses structures sociales, est plus lent, et c'est naturel. Mais la direction est claire et la France a l'ambition d'être une Nation moderne et forte dans l'Europe. Et vous, entreprises allemandes, y avez naturellement toute votre place, une place éminente. Vous le savez puisque vous êtes les premiers investisseurs en France et que nous comptons déjà de belles alliances : EADS, Aventis, Allianz-AGF pour ne citer que les plus récentes.

Mais nous pouvons aller plus loin. Pour cela, entreprises françaises et entreprises allemandes doivent encore resserrer leurs liens. Aujourd'hui le marché européen s'élargit grâce à l'euro et à l'internet. Les besoins de partenariat se font plus pressants dans ce marché qui s'élargit. Le questionnement devient la règle : comment grandir, trouver le bon partenaire, mêler les diverses cultures nationales, bref, comment devenir des entreprises européennes sans pour autant renoncer à ce qui fait la spécificité, la diversité et la richesse de nos économies et de nos sociétés ?

Les réponses à toutes ces questions ne sont pas aisées.

Nous saurons renforcer fortement nos partenariats économiques si nous savons tenir compte de la sensibilité, des traditions, des susceptibilités, des différentes nations. Je ne crois pas, et je ne souhaite pas, un monde où la diversité qui fait la richesse de l'Europe serait remplacée par un modèle uniformisé. Développons la compréhension entre nous et abordons le partenaire avec confiance. Confiance, c'est, pour moi, le mot-clé. Le succès ne peut être fondé que sur la confiance réciproque. C'est souvent un long apprentissage. Mais, je l'ai observé, quand la confiance est établie, entreprises allemandes et entreprises françaises peuvent créer des partenariats extraordinairement forts. Il faut donc se voir, se rencontrer et encourager tout ce qui peut faciliter les échanges, l'amitié, la confiance. Le dialogue franco-allemand entre chefs d'entreprise est de bonne qualité, mais il peut encore être amélioré. La création, à l'initiative des milieux économiques, d'une fondation où dirigeants et cadres, allemands et français, pourraient apprendre à bien connaître la culture d'entreprise de l'autre me paraît souhaitable.

Nous devons aussi réfléchir, dans le cadre européen, à des structures juridiques qui permettraient de mieux partager et d'équilibrer les pouvoirs dans l'entreprise. Trop souvent, la question des organes dirigeants est un facteur de blocage. Il faudrait y remédier en créant un véritable statut de la société européenne, instrument juridique souple et adapté à nos diverses traditions et droits. La base de nos relations économiques est solide et je suis confiant pour l'avenir du partenariat franco-allemand dans l'Europe de demain. Je n'ai aucun doute à cet égard.

Nos deux pays sont au cœur de l'Europe que nous construisons depuis plus d'une génération. Et ses succès sont d'abord les nôtres. Ils nous donnent cependant de nouvelles responsabilités.

Nous avons su unifier le grand marché européen des biens et des services. Nous avons su créer une monnaie qui nous unit. Nous avons défini le cadre d'une union politique plus forte. Nous avons à cœur d'affirmer l'identité de l'Europe en développant sa politique étrangère et de défense. Nous devons avoir une grande ambition européenne, celle d'être au premier rang des acteurs internationaux. D'autres grands ensembles se construisent et émergent dans le monde, en Asie, en Amérique du Sud. Les Etats-Unis connaissent une période de prospérité et de dynamisme remarquable. Ne nous laissons pas distancer. Valorisons nos atouts. Libérons nos énergies. Renforçons notre identité européenne et notre cohésion en nous appuyant sur la vitalité de nos nations. Améliorons l'efficacité des mécanismes de décision dans l'Union européenne.

Mesdames, Messieurs,

Il y a quelques jours, une grande institution respectée, la Banque des Règlements Internationaux, concluait son rapport annuel par ces mots : " L'impression générale donnée par l'économie mondiale est qu'elle se trouve à un point crucial mais que l'avenir manque de direction ".

Ensemble, tentons de donner la direction. Je voudrais, pour ma part, proposer un contrat, un contrat de croissance pour l'Europe et pour l'emploi. Un contrat qui repose sur la vision d'une Europe moderne qui donne toute sa place à l'innovation, à l'initiative et à la création, une Europe ouverte, une Europe qui se prépare à s'élargir, ce qui est nécessaire et légitime, une Europe stimulée par une juste concurrence, une Europe qui privilégie ses hommes et ses femmes. Une Europe qui renforce sa cohésion sociale.

Avec l'euro, nous avons lié nos destins. C'est un immense succès. Faisons le vivre et grandir : l'Europe doit devenir une zone de dynamisme économique et de stabilité dans la durée. Nous en avons la capacité. L'Union européenne est déjà la première puissance économique du monde. Elle ne souffre d'aucun déséquilibre majeur. Notre balance des paiements est équilibrée.

L'inflation est sous contrôle grâce à l'action de la Banque Centrale Européenne, gardienne, en toute indépendance, de la stabilité des prix. La croissance s'affirme. La confiance des agents économiques dans l'évolution de l'économie est désormais établie dans toute l'Europe. Alors, mettons à profit cette situation favorable et constituons un véritable contrat de croissance pour l'Europe et pour l'emploi.

Et d'abord, faisons résolument le choix de l'innovation. L'Europe doit redevenir le continent de l'innovation. Dans le passé, nous avons su investir dans les infrastructures dont notre économie avait besoin : route, rail, aéroport, énergie. Mais l'Europe a pris du retard dans les infrastructures de la société d'information du XXIème siècle. Alors, investissons massivement dans les technologies de demain. Nous connaissons déjà de beaux succès comme le téléphone mobile, la carte à puce ou la télévision numérique. Développons-les. A Lisbonne, nous avons défini un " programme de travail " ambitieux pour l'Europe. Nous devons tout mettre en oeuvre pour qu'il soit respecté. Développer et soutenir la recherche, encourager les coopérations, mettre en commun les expériences. La force de l'Europe, c'est son potentiel scientifique. Ce sont ses hommes et ses femmes hautement qualifiés. Cette force européenne doit encore grandir. Les atouts de nos deux économies doivent être encore mieux utilisés.

Faisons le choix de l'éducation et de la formation. Evitons que se creuse un véritable " fossé numérique " qui séparerait ceux qui ont accès aux technologies et les autres. Une telle fracture, si elle venait à se matérialiser, serait une menace pour la cohésion de nos États mais aussi pour les grands équilibres mondiaux. On estime généralement que, d'ici 10 ans, 90 % des qualifications nécessaires aux entreprises seront nouvelles, alors que 90 % des salariés auront achevé leurs études depuis au moins 10 ans. L'enjeu est essentiel car le taux d'activité de nos populations européennes est encore trop bas par rapport à celui constaté dans d'autres grands ensembles régionaux, notamment aux États-Unis. A Lisbonne, nous nous sommes engagés à porter le taux moyen d'activité de 61 % à 70 % d'ici dix ans. Cet effort est indispensable pour compenser le fléchissement démographique. Mettons l'accent sur la formation tout au long de la vie, sur la connaissance des langues et sur les connaissances informatiques, sans naturellement oublier les technologies de demain, les biotechnologies. Echangeons davantage entre écoles et universités allemandes et françaises. Renforçons l'Europe de la connaissance et harmonisons diplômes et cursus. Mettons en place un véritable plurilinguisme qui permettra à chacun de maîtriser, dès l'enfance, deux langues outre sa langue maternelle. Il y a là, notamment, le meilleur moyen de faire tomber la dernière barrière qui existe entre nos deux pays, entre nos deux peuples et qui est celle de la langue.

Améliorons la cohérence de nos politiques économiques. L'Europe doit poursuivre des politiques, notamment budgétaire et monétaire, orientées vers la stabilité, la discipline, la transparence. Assurer l'avenir de la croissance européenne, c'est réduire le fardeau de nos dettes publiques. Notre continent, dans son ensemble, est trop endetté. Le poids du passé nous tire en arrière au moment où nous devons dégager de nouvelles ressources pour garantir nos retraites et financer les investissements de la nouvelle économie. Désendetter nos enfants doit être une priorité. Poursuivons nos réformes, notamment de structure, et achevons l'unification économique de l'Europe. Garantissons la place et l'efficacité de nos services publics qui doivent être accessibles à tous, c'est leur caractéristique, et ce serait une grave erreur que d'abandonner cette ambition, et

une injustice.. L'euro accentue la compétition des territoires. Aucun secteur de l'économie n'est désormais exclu de la concurrence. Celle-ci doit être loyale et les barrières au marché unifié qui subsistent doivent être éliminées. La France y apportera une grande attention pendant sa présidence européenne.

Poursuivre ces objectifs impose que nos politiques économiques soient davantage coordonnées en renforçant nos instruments et nos procédures de décision au niveau européen. Il y a parfois des malentendus sur ce point, notamment entre Allemands et Français. Il ne s'agit pas de créer un " gouvernement économique " de l'Europe, il s'agit de renforcer la cohérence de notre action maintenant que nous partageons la même monnaie.

Réussir le contrat de croissance pour l'Europe, c'est enfin et surtout faire participer nos concitoyens à la réussite économique de l'Union et leur garantir le niveau de protection sociale auxquels ils sont légitimement attachés et auxquels ils ont droit.

C'est pour cela que je souhaite une Europe sociale ambitieuse et forte. L'Europe doit affirmer son projet social. Les valeurs humanistes qui fondent la construction européenne sont une force pour le monde de demain.

La concurrence mondiale n'est pas seulement une concurrence économique, elle met aussi en compétition les sociétés elles-mêmes. En reconnaissant la place que doit tenir le dialogue social dans leur transformation, en veillant à adapter notre protection sociale aux grands défis démographiques et médicaux des prochaines décennies, en intégrant l'exigence de la formation tout au long de la vie à l'organisation de nos systèmes éducatifs et en faisant évoluer les relations du travail au sein de l'entreprise, nous créerons à partir de nos traditions le modèle social européen du XXIème siècle. Un modèle où sécurité et initiative, protection et dynamisme, garanties collectives et responsabilité individuelle se conforteront mutuellement. Un modèle qui donnera à chaque citoyen de nouveaux atouts pour réussir. Un modèle qui empêchera les plus vulnérables de se résigner à la fatalité de l'assistance ou de l'échec.

Depuis le mémorandum présenté par la France en 1996, des progrès encourageants ont été accomplis. Nous avons fait progresser le dialogue social européen. Une politique européenne de l'emploi s'est mise en place.

La France poursuivra ces objectifs à l'occasion de sa présidence de l'Union européenne. Elle proposera l'adoption d'un agenda social ambitieux.

Nous avons, dans ce domaine, un dialogue d'une grande richesse. Lors de notre récent sommet bilatéral, à Mayence, notre réunion a été précédée, pour la première fois, par une rencontre entre acteurs économiques et sociaux des deux pays. C'était une bonne démarche. Nous ne construirons pas une société et une économie européennes sans élargir le champ de nos échanges.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La solidité du lien entre l'Allemagne et la France est plus que jamais essentielle. Nos analyses, notre vision de l'Europe sont les mêmes. Les problèmes auxquels nos deux sociétés sont confrontées sont identiques. Nos intérêts sont convergents. Le passé nous a montré que l'économie est un puissant facteur d'intégration, de progrès et de changement. Demain comme hier, les acteurs économiques que vous êtes contribueront à jouer un rôle de premier plan dans la construction européenne et dans l'entente franco-allemande.

Assurons, autant que nous le pouvons, une croissance solide et durable en Europe en favorisant son dynamisme. Etablissons un contrat de croissance pour l'économie européenne. La France souhaite y apporter toute son énergie.

Je vous ai dit que la confiance était pour moi le mot-clé. Eh bien, j'ai confiance en l'Allemagne. Et j'ai confiance dans la vitalité de la relation franco-allemande. Et j'ai confiance dans l'avenir de l'Europe.

Je vous remercie.